

Flash Economie

6 janvier 2021 - 12

De très nombreuses évolutions dans les pays de l'OCDE viennent de la déformation du partage des revenus au détriment des salariés

Le partage des revenus se déforme fortement au détriment des salariés (en faveur des profits) dans les pays de l'OCDE depuis le début des années 2000.

De cette déformation, liée à l'exigence forte de rentabilité pour les actionnaires, résultent de très nombreuses évolutions importantes pour les pays de l'OCDE :

- la hausse des inégalités, de la pauvreté, et en conséquence les tensions politiques et sociales ;
- la faiblesse de l'inflation, les taux d'intérêt bas, et en conséquence la possibilité d'avoir un endettement élevé, public et privé ;
- la hausse de la capitalisation boursière avec celle de la profitabilité ;
- les bulles à répétition sur les prix de l'immobilier.

Le retour à un partage « normal » des revenus serait donc un choc considérable.

Patrick Artus

Tel. (33 1) 58 55 15 00

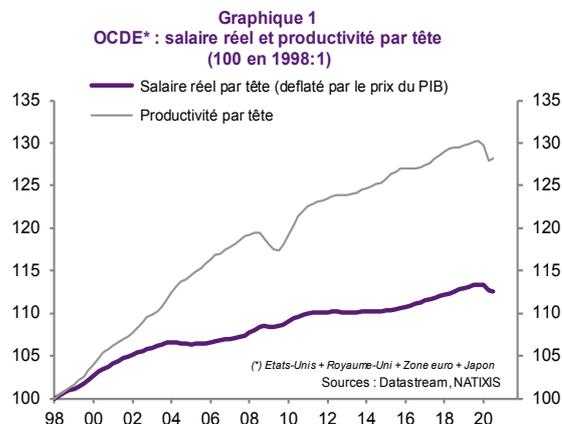
patrick.artus@natixis.com

 [@PatrickArtus](https://twitter.com/PatrickArtus)

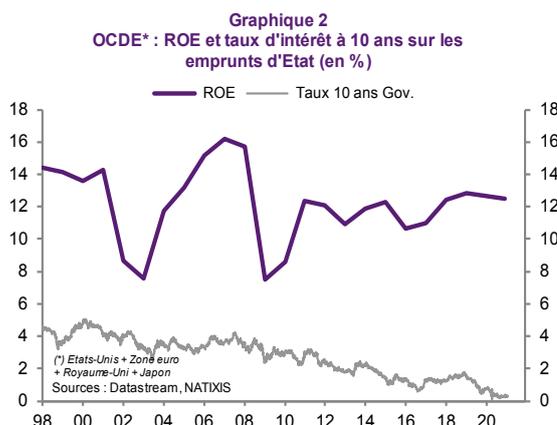
www.research.natixis.com

Déformation du partage des revenus au détriment des salariés dans les pays de l'OCDE

Le partage des revenus se déforme au détriment des salariés dans les pays de l'OCDE depuis le début des années 2000 (graphique 1).



Cela résulte de la volonté des entreprises de générer une rentabilité des fonds propres pour les actionnaires de plus en plus élevée par rapport aux taux d'intérêt sans risque (graphique 2), d'où la nécessité de comprimer les salaires.



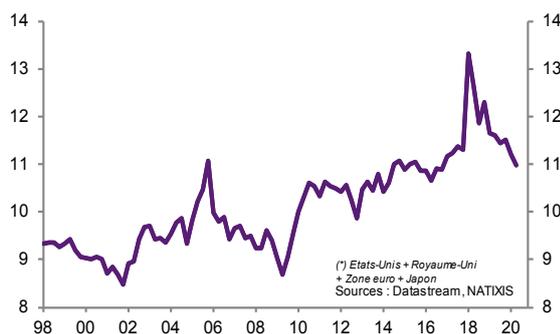
Nous voulons montrer à quel point la déformation du partage des revenus au détriment des salariés est importante pour expliquer les évolutions observées dans les pays de l'OCDE.

Les multiples conséquences de la déformation du partage des revenus au détriment des salariés dans les pays de l'OCDE

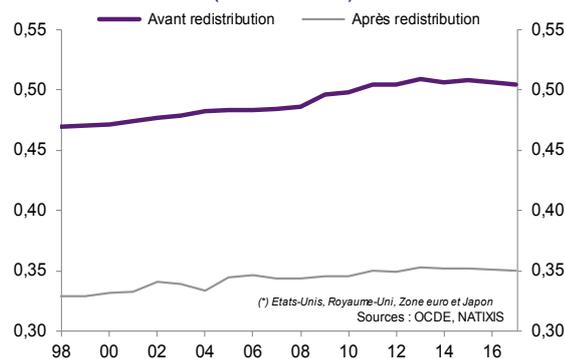
1- Hausse des inégalités, de la pauvreté, tensions politiques et sociales.

La hausse anormalement faible des salaires (graphique 1 plus haut) et la hausse forte des revenus du capital (graphique 3) expliquent la hausse des inégalités de revenu (graphique 4) et de la pauvreté (graphique 5) dans les pays de l'OCDE, ce qui naturellement aboutit à une forte tension politique et sociale (montée des populismes, rejet des élites...).

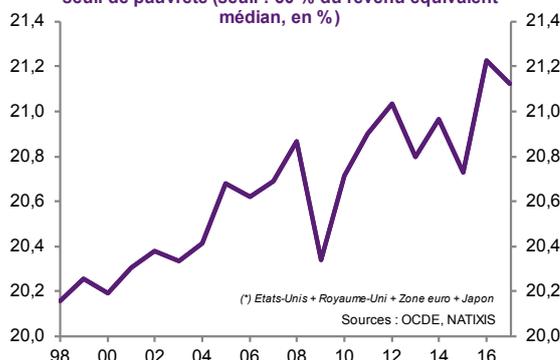
Graphique 3
OCDE* : profits après taxes, intérêts et dividendes
(en % du PIB valeur)



Graphique 4
OCDE* : indice de Gini des inégalités de revenu
(échelle de 0 à 1)

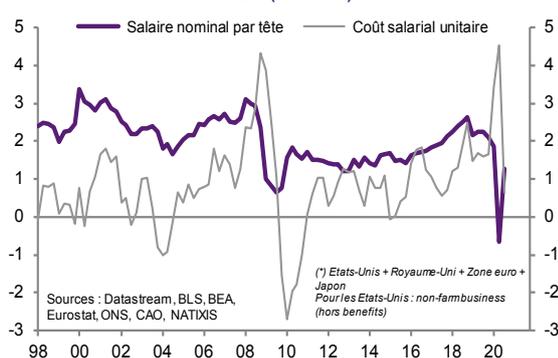


Graphique 5
OCDE* : proportion de la population en dessous du seuil de pauvreté (seuil : 60 % du revenu équivalent médian, en %)

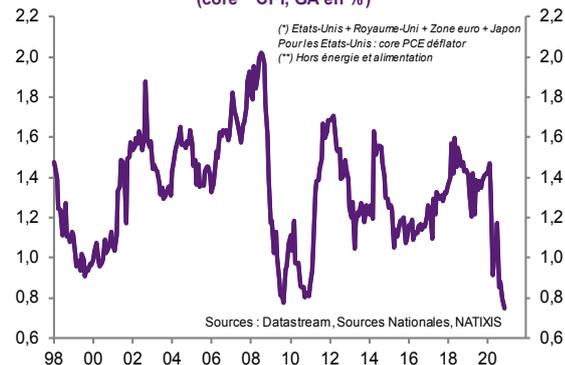


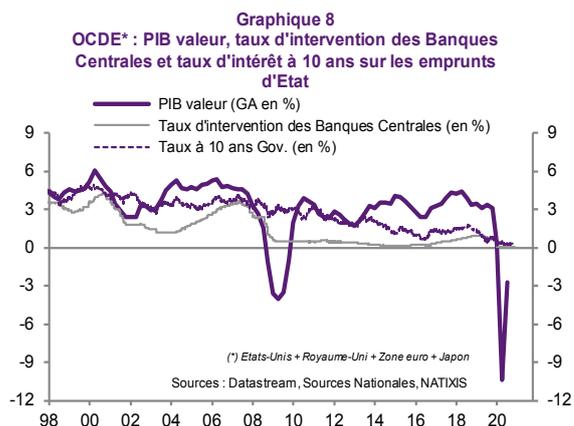
2- La faiblesse des hausses de salaires et de coût salarial unitaire (**graphique 6**) avec la déformation du partage des revenus au détriment des salariés, conduit à **une inflation faible (graphique 7)**, d'où des **taux d'intérêt anormalement faibles (graphique 8)**.

Graphique 6
OCDE* : salaire nominal par tête et coût salarial unitaire (GA en %)

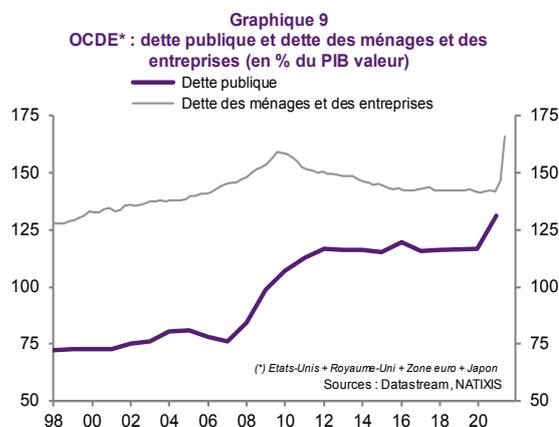


Graphique 7
OCDE* : inflation sous-jacente (core** CPI, GA en %)





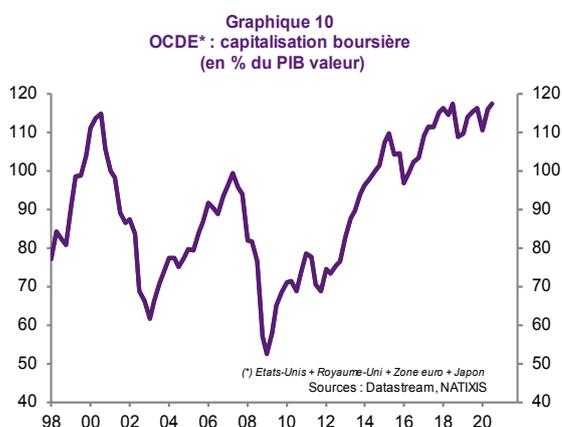
Et les taux d'intérêt très bas ont permis que les taux d'endettement deviennent très élevés (graphique 9).



Ces taux d'endettement élevés ont été le moyen de soutenir la demande déprimée par ailleurs par la faiblesse des salaires.

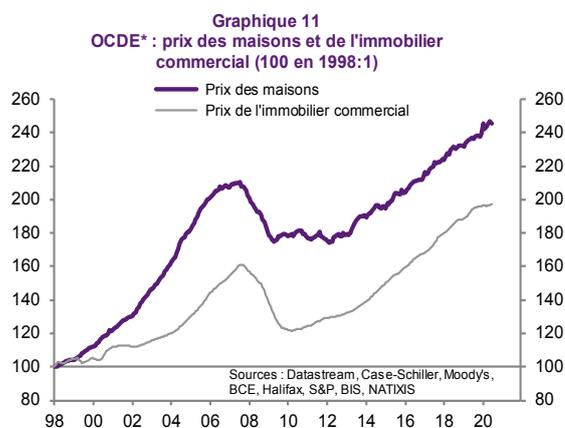
3- Hausse de la capitalisation boursière.

La hausse de la profitabilité (graphique 3 plus haut) a conduit logiquement à celle de la capitalisation boursière (graphique 10).



4- Succession de bulles sur les prix de l'immobilier.

La faiblesse anormale des taux d'intérêt à long terme a fait apparaître **une bulle immobilière** d'abord de 2002 à 2008 et à nouveau aujourd'hui (**graphique 11**).



Il y a donc hausse forte des prix des actifs (actions, immobilier) ce qui accroît les inégalités du patrimoine.

Synthèse : le retour à un partage « normal » des revenus serait donc un choc considérable

Supposons qu'il apparaisse dans les pays de l'OCDE la volonté politique de revenir à un partage « normal » des revenus, où les salaires réels suivent la productivité.

Ce qui précède montre que **ce retour serait un choc considérable** :

- réduction des inégalités et de la pauvreté ;
- hausse de l'inflation et des taux d'intérêt et risque de crise de la dette ;
- recul des cours boursiers et des prix de l'immobilier.